

HISTORIQUE DE LA FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES (1936-1997)

par Michel Prévost
Archiviste en chef de l'Université d'Ottawa

Les origines de la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa remontent en octobre 1936, avec la création de l'École des hautes études politiques. La nouvelle école, dirigée par Gustave Sauvé, o.m.i., relève de la Faculté des arts. Elle vise à préparer des candidats aux carrières administratives canadiennes, notamment aux ministères des Affaires extérieures, du Commerce et des Finances.

L'École des hautes études politiques compte une section diplomatique et une section sociale. Le programme est de deux ans et prépare aux diplômes ainsi qu'à la maîtrise et au doctorat ès sciences politiques. Les cours sont donnés le soir puisqu'ils s'adressent surtout à une clientèle travaillant dans divers secteurs de l'administration publique. De plus, à l'exception de ceux inscrits aux diplômes, les cours ne sont accessibles qu'aux étudiants qui possèdent déjà un baccalauréat ès arts. À ses débuts, le développement de l'École est entravé par l'absence d'un directeur ou de professeurs à temps complet. Dix-huit étudiants s'inscrivent aux nouveaux programmes.

L'unité devient, en 1939, l'École des sciences politiques. Outre la section diplomatique et la section sociale, elle comprend la section commerciale et financière. Afin d'assurer un plus grand rayonnement de l'École et promouvoir la théorie de la coopération, le Centre social est fondé l'année suivante.

En 1943, Désiré Bergeron, o.m.i., remplace le père Sauvé et est lui-même succédé par André Guay, o.m.i. en 1947. Le nouveau directeur conserve également la direction du Centre catholique. Ce partage des tâches ne lui permet pas de consacrer tout le temps nécessaire à la direction de l'École qui compte maintenant 33 étudiants et une douzaine de professeurs à temps partiel.

L'arrivée en 1949 de Jean-Marcel Bélanger, o.m.i., comme directeur à temps plein, apporte plusieurs changements à l'École dorénavant connue sous le nom de l'École des sciences politiques et sociales. Le père Bélanger est renommé dans les cercles de l'Aviation royale canadienne, pour avoir été chapelain des aviateurs pendant la Seconde Guerre mondiale. Avec l'aide de Gérard Forcier, o.m.i., sous-directeur, également à temps plein, le père Bélanger infuse un dynamisme nouveau à l'École avec la création, en septembre 1949, d'un cours de jour pour la clientèle étudiante du 1er cycle et en procédant à la révision de la section des cours supérieures. Le programme de 1er cycle comprend en plus des matières culturelles -littératures française et anglaise, histoire et philosophie- tous les sujets portant sur l'économie politique, la diplomatie, le droit constitutionnel et international ainsi que les relations internationales soit trente cours obligatoires augmentés de cours au choix sur les langues et les diverses régions du monde. Ce programme conduit à l'obtention du baccalauréat spécialisé en science politique.

La même année, l'École établit l'Institut interaméricain, dirigée par Marcel Roussin. Ce centre recueille de la documentation sur les pays d'Amérique et leurs problèmes dans le but de venir en aide à ceux qui poursuivent leurs recherches dans ce domaine.

L'École réalise, en septembre 1951, la refonte des programmes d'études supérieures. Depuis plusieurs années, elle n'offrait à ses candidats aux grades supérieurs que des cours portant sur le domaine international. Le nouveau programme, mieux équilibré entre les cours en science politique et en science économique, s'adressent maintenant non seulement à ceux qui aspirent à la carrière diplomatique mais également à ceux qui désirent se spécialiser dans ces branches du savoir. C'est une réussite puisque la population étudiante, qui stagnait à 20 depuis quelques années, passe à 45 en septembre 1951. La clientèle peut s'inscrire à une centaine de cours. De ce nombre, une dizaine seulement sont de langue française. L'École se voit forcer de changer le caractère de son bilinguisme et de donner la majorité de ses cours en anglais. Cette situation ne sera toutefois que temporaire. À la même période, 30 étudiants s'inscrivent aux programmes de 1er cycle. En 1951, l'effectif étudiant à l'ESPS se chiffre donc à 75.

Toujours en 1951, l'École franchit une nouvelle étape en employant son premier professeur à temps plein, Jean-Luc Pépin, qui deviendra bien connu pour sa longue carrière sur la scène fédérale. L'unité change une fois de plus son nom en 1952 pour devenir l'École des sciences politiques, économiques et sociales.

En 1954, Henri Légaré, o.m.i., accède au poste de directeur et donne à l'École son orientation définitive. En janvier 1955, le père Légaré obtient du Sénat un changement de statut pour son école qui devient la Faculté des sciences sociales, économiques et politiques. Le père Légaré en devient le premier doyen.

La nouvelle faculté possède son conseil et compte trois départements : politique, économique et social. Chacun offre des cours conduisant aux baccalauréats ès arts ou ès sciences avec mention en science politique, en science économique et en sociologie. Les cours supérieurs préparent à la maîtrise ès arts et au doctorat en philosophie. Par ailleurs, l'Institut inter-américain, le Centre de recherche en sciences sociales et des conférences d'actualité relèvent de la Faculté.

Sous le mandat du père Légaré, la Faculté connaît une ère de prospérité à plusieurs points de vue. À la fin de son mandat en 1958, la Faculté emploie six professeurs à temps plein et accueille 115 étudiants. De même, elle voit une amélioration notable de la qualité de ses cours et établit un centre de documentation. L'importance de la Faculté est d'ailleurs reconnue par le visiteur canonique en 1957 :

*L'importance dans la capitale de cette Faculté n'échappe à personne. Si l'Université veut jouer un rôle efficace dans la vie sociale du Canada, elle doit posséder une Faculté très forte et très développée de sciences sociales, économiques et sociales.(1)

En 1958, Légaré laisse la direction de la Faculté pour devenir recteur de l'Université. En 1964, il quitte l'institution pour recevoir l'obédience pour la province oblate du Manitoba. En

1967, il est nommé évêque de Labrador-Shefferville et en 1972, archevêque de Grouard-Mchennan, en Alberta. L'Université reconnaît en 1984 l'apport exceptionnel de Mgr Légaré à son développement en lui octroyant un doctorat honorifique.

Après le départ du père Légaré, le père Bélanger reprend le poste qu'il occupait en 1954. Sous son mandat (1958-1961), la population étudiante passe de 115 à 156. Il est difficile de déterminer où sont allés par la suite les diplômés de la Faculté. Un rapport permet toutefois de constater que de 1954 à 1961, des 112 détenteurs de baccalauréats ès science politique, 35% se sont orientés vers les carrières juridiques, 20% vers l'administration publique, 15% vers les études supérieures en sciences humaines, 10% vers l'enseignement et la recherche, 5% vers l'administration de compagnies privées et enfin 5% sont répartis vers d'autre occupation.(2)

Malgré une augmentation significative du corps étudiant sous son second mandat, le rapport annuel de Bélanger pour l'année 1959-1961, indique certains malaises au sujet du recrutement de nouveaux étudiants aux études supérieures. Le directeur écrit : *Quant aux gradués (sic) à plein temps, il est à craindre que leur nombre ne diminue au lieu d'augmenter. À moins de demeurer à Ottawa, ils se plaignent d'être socialement perdus à l'Université et académiquement trop laissés à eux-mêmes. Le résultat de ce mécontentement est qu'ils nous quittent avant la fin de leurs études, soit pour prendre un emploi et continuer plus ou moins à temps partiel.(3)

Jean-Marie Quirion, o.m.i, est nommé en 1961 doyen de la Faculté. Au cours de son mandat, il réorganise la Faculté en y élevant les normes d'admission et en instituant un programme avec spécialisation. C'est également sous sa direction que l'unité adopte son nom actuel de Faculté des sciences sociales en 1962 et emménage dans ses propres locaux au pavillon Tabaret.

Le père Quirion quitte la Faculté en 1965 pour devenir doyen de la Faculté des arts. Louis Sabourin, directeur du Département de science politique, lui succède. Ce dernier, âgé de 29 ans, devient le plus jeune doyen de faculté au Canada et le premier laïc à occuper ce poste à la Faculté des sciences sociales. Le nouveau doyen connaît bien le milieu pour y être entré en 1954 comme étudiant en science politique et en 1958 comme enseignant.

Sous Sabourin, la Faculté des sciences sociales connaît de nombreux changements, particulièrement à la rentrée de 1966. Ainsi, le Département de sociologie offre de nouveaux programmes du baccalauréat spécialisé et de la maîtrise en sociologie. Le programme de maîtrise en science politique est réorganisé. La Faculté met de plus sur pied deux programmes de certificats en administration publique et un programme de certificat en relations du travail pour les fonctionnaires fédéraux. De même, elle s'affirme sur la scène nationale et internationale en accueillant 35 stagiaires francophones d'Asie, d'Afrique et de Madagascar dans le cadre de son Programme d'administration publique Canada Outre- Mer (PACOM). Le nouveau programme est inauguré en septembre 1966 par Léopold Senghor, président du Sénégal et apôtre de la francophonie mondiale. Enfin, l'École introduit un Programme d'étude en développement international (SECOM) destiné à

des hauts fonctionnaires du Tiers-Monde francophone. Le SECOM, le PACOM et les certificats en administration publique conduisent la Faculté à organiser au cours de l'année 1966-1967, le nouveau Département d'administration publique.

À l'automne 1966, la Faculté reçoit 274 étudiants à temps plein. De ce nombre, 83% sont de langue française. Cette proportion est à peu près l'inverse chez les 142 étudiants à temps partiel. À la même période, la Faculté emploie une trentaine de professeurs dont John Firestone, Denis Carrier, André Vachet, Keith Spicer, Paul Delage, Paul-André Comeau, D'Iberville Fortier, Gordon Bareham, Paul Dussault, Stanislaw Judek, Jacques Lazure, o.m.i., et Marie-Thérèse Vallès.

En 1967, Sabourin abandonne son poste de doyen mais non la Faculté, puisqu'il devient le premier directeur du Centre de coopération internationale. Ce centre a pour objet la formation de coopérants canadiens et de cadres moyens des pays du Tiers-Monde ainsi que l'analyse des incidences humaines et psychologiques dans l'élaboration des programmes de coopération internationale. (4) Sabourin dirige le Centre, qui devient Institut en 1968, pendant près de dix ans. Il quitte l'Université en 1977 pour accéder à la présidence du Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Il devient le premier Québécois à détenir un poste aussi prestigieux dans un organisme international.

À la suite de ce départ, la Faculté éprouve des difficultés à recruter un doyen. George Buxton occupe ce poste par intérim de 1967 à 1968, puis de 1968 à 1969 à titre de doyen. En juillet 1969, il est remplacé par Denis Carrier comme administrateur puis au début de 1970 à titre de doyen.

À partir de 1968, la Faculté fait également face à un mouvement de contestation de la part de son corps étudiant et d'une partie de son personnel enseignant. À cet égard, trois événements dominent la vie de la Faculté.

En premier lieu, la Faculté est confrontée à une demande d'enquête conjointe de l'Association des professeurs (APUO) et de l'Association générale des étudiants (AGEUO) au sujet du fonctionnement de la Faculté. Cette demande débouche sur l'enquête Selin-Mayer.

En deuxième lieu, la Faculté affronte les manifestations étudiantes qui aboutissent à l'occupation de ses locaux en novembre 1968. Au nombre des problèmes soulevés par le corps étudiant, on retrouve le manque d'espace et de livres, les méthodes pédagogiques inadéquates et le non respect du bilinguisme. L'absence de la représentation étudiante au niveau de la Faculté et des Départements s'avère cependant la principale cause du mécontentement. Le mois précédent, les étudiants avaient reçu l'appui du Conseil de la faculté qui admettait le principe d'une participation active de la population étudiante à la vie interne de la Faculté. (5) Lorsque la Faculté présente la demande au Sénat, elle est refusée et c'est l'occupation. Après quelques jours, toutefois, le siège est levé et les contestataires obtiennent une représentation directe d'un tiers aux Conseils départementaux et au Conseil de la faculté. En décembre, le Sénat accepte l'entente.

Bien que n'ayant pas obtenue la parité, la participation étudiante aux affaires de l'Université est reconnue par les autorités.

En février 1970, la Faculté est occupée à nouveau par des étudiants. Une vingtaine de contestataires revendiquent la francisation de la faculté et veulent une université française et non bilingue. Les manifestants sont vite arrêtés par les policiers. Bien que de courte durée, l'événement fait du bruit.

Enfin, l'unité est touchée par une crise provoquée par le projet du transfert du Département de science économique à la nouvelle Faculté des sciences de la gestion. Ce projet, présenté en mai 1969, reçoit l'appui du Département de science économique, principalement à cause de la contestation de 1968-1969. (6) Le Conseil plénier des professeurs s'oppose toutefois à ce projet et soumet à l'Université un contre projet qui comprend une étude globale de la restructuration du domaine des sciences sociales. L'Administration et le Sénat acceptent cette idée. Bien que le Département de science économique demeure au sein de la Faculté, celle-ci perd en juillet 1969 le Département d'administration publique et l'Institut de coopération internationale qui sont transférés à la Faculté des sciences de la gestion.

Par ailleurs, en 1970, la Faculté poursuit sa réorganisation en réformant ses programmes de premier cycle et en offrant une plus grande souplesse dans ses programmes spécialisés. Le principe de la promotion par matière est également accepté. En somme, à la fin des années soixante, la Faculté des sciences sociales connaît une période des plus mouvementées et elle se retrouve à plusieurs reprises au centre de l'actualité.

En 1972, le Sénat met sur pied la Commission de révision des structures d'enseignement et de recherche. Denis Carrier, doyen de la Faculté des sciences sociales, préside la Commission. Le rapport est déposé en 1975. Suite à cette étude, l'Université entreprend en 1977 une restructuration majeure de ses unités d'enseignement et de recherche. Ainsi, la Faculté des sciences sociales est réorganisée de façon à ce que ses départements de science économique, de science politique et de sociologie forment le noyau de la nouvelle Faculté des sciences sociales.

La nouvelle faculté est constituée le 15 octobre 1977. Denis Carrier, doyen de l'ancienne faculté accepte d'administrer la nouvelle unité en attendant le choix d'un doyen. Un comité de sélection est créé et en mars 1978, Carrier redeviendra doyen. Outre les Départements de science économique, de science politique et de sociologie, la nouvelle la Faculté des sciences sociales comprend l'École de psychologie qui perd son statut de Faculté. En 1978, le Département de récréologie, qui relevait auparavant de l'École de l'activité humaine et du loisir ainsi que le Département de criminologie, auparavant à l'École des études supérieures, sont rattachés à la Faculté des Sciences sociales. De cette façon, la nouvelle Faculté réussit à regrouper un grand nombre de disciplines connexes. De même, cette restructuration jette les basses définitives de la Faculté des sciences sociales.

En 1985, Henry Edwards, ancien doyen de la Faculté de psychologie (1973-1977), prend la direction de la Faculté des sciences sociales. Il succède à Sergio Piccinin qui avait remplacé par intérim William Badour, doyen de la Faculté de 1981 à 1985.

La Faculté des sciences sociales emploie en 1986 quelque 120 professeurs à temps plein et près de 120 professeurs à temps partiel. De plus, elle offre plus de 400 cours et accueille en 1985-1986, 2 268 étudiants inscrits à temps plein au 1er cycle et 989 étudiants inscrits à temps partiel au 1er cycle. La Faculté compte aussi 296 étudiants inscrits à temps plein au 2e et 3e cycles et 117 étudiants inscrits aux cours supérieures à temps partiel.(7) De ce nombre, 51% sont francophones, 42% sont anglophones et 7% allophones. En fait, la Faculté se trouve parmi les plus bilingues de l'Université. La parité existe tant au nombre des étudiants, du corps professoral que des programmes offerts.

La Faculté prend à nouveau de l'expansion en 1991, avec la création de l'École de service social qui offre une formation professionnelle tenant compte de la problématique sociale des francophones, particulièrement des Franco-Ontariens.

En 1994, le Centre d'étude de l'enfant, de l'École de psychologie, est détaché de l'Université d'Ottawa. Fondé en 1953 par le Dr A. Sidlauskas, sous le nom de Centre d'orientation de l'enfance, le Centre offrait des services aux enfants tout en formant la clientèle étudiante de maîtrise et de doctorat inscrits à l'École de psychologie.

La Faculté des sciences sociales est actuellement constituée des départements de criminologie, de science économique, de science politique, des sciences du loisirs, de sociologie et des écoles de psychologie et de service social. La Faculté offre également des programmes interdisciplinaires et interfacultaires en Etudes canadiennes, en Études des femmes et en Management et politique publics. Elle est dirigée depuis 1996 par Yvon Thériault.

Plus de soixante ans après ses débuts, la Faculté des sciences sociales demeure l'un des éléments les plus dynamiques de notre institution. Par la qualité de son corps professoral, de ses programmes et de ses activités, elle contribue au rayonnement de l'enseignement et de la recherche universitaire non seulement dans la région de la capitale mais à la grandeur du Canada.

Sources

1. Daniel Albers, **Visite canonique de l'Université d'Ottawa**, 1957, 68.
2. Louis Sabourin, *L'enseignement de la science politique au Canada français+ in **Bulletin des anciens**, Ottawa, II, 2

(juin 1961):10

3. **Rapport annuel du Recteur**, 1959-1960, 1960-1961: 11-12.
4. Louis Sabourin, *L'institut de coopération internationale : son esprit et ses objectifs+, in **Bulletin I.C.I.**, 1, 1 (juillet 1969):5
5. Procès-verbal du Conseil de la Faculté des sciences sociales, 28 octobre 1968.
6. **Rapport su Recteur**, Transition 1966-1970, 15.
7. **Recherche institutionnelle et planification scolaire**, Statistiques étudiantes, 1985-1986: I.

TABLEAU 1

LISTE DES DIRECTEURS ET DOYENS (1936-1996)

Gustave Sauvé, o.m.i., directeur, 1936-1943
Désiré Bergeron, o.m.i., directeur, 1943-1947
André Guay, o.m.i., directeur, 1947-1949
Jean-Marcel Bélanger, o.m.i, directeur, 1949-1954
Henri Légaré, o.m.i, directeur, 1954-1955
Henri Légaré, o.m.i, doyen, 1955-1958
Jean-Marcel Bélanger, doyen, 1958-1961
Jean-Mairie Quirion, o.m.i., doyen, 1961-1965
Louis-Sabourin, doyen, 1965-1967
George Buxton, doyen 1967-1969
Denis Carrier, doyen, 1970-1977
Denis Carrier, administrateur de la nouvelle Faculté, 1977-1978
Denis Carrier, doyen, 1979-1980
William Badour, doyen, 1981-1985
Sergio Peccinin, doyen par intérim, 1985
Henry Edwards, 1985-1996
Yvon Thériault, doyen par intérim, 1996-

TABLEAU 11

NOMS (1936-1996)

1936 -École des hautes études politiques
1939 -École des sciences politiques
1949 -École des sciences politiques et sociales
1952 -École des sciences politiques, économiques et sociales
1955 -Faculté des sciences sociales, économiques et politiques
1962 -Faculté des sciences sociales
1977 -Faculté des sciences sociales

9 janvier 1997

c:\DATA\X13\3-20\sociales.his